

CANDIDATURE



Agé de 43 ans, marié, père de 3 enfants, licencié en droit. Ancien parachutiste, a été grièvement blessé en Algérie. Croix de la Valeur Militaire à l'ordre du corps d'Armée.

# FRONT NATIONAL

## Alain JAMET

Attaché de direction

### SUPPLÉANT : César PELET

Maçon

### *Électrices, Électeurs*

Le mode de scrutin actuel vous permet au premier tour d'exprimer vos opinions et de donner ainsi toutes ses chances pour le second au candidat dont vous vous sentez le plus proche. Voter utile, c'est d'abord voter pour vos idées !

Quelles sont donc les principales orientations politiques de la Droite sociale, populaire et nationale, dont je suis aujourd'hui le porte-parole ?

1. — Ramener l'Etat à ses fonctions normales : technocratie et bureaucratie sont les deux mamelles de la V<sup>e</sup> République, elles épuisent le pays où sont dès maintenant créées les conditions du socialisme. L'Etat doit réduire son train de vie, dénationaliser ce qui peut l'être, diminuer les effectifs pléthoriques du secteur public et semi-public. Ainsi pourra-t-il remplir ses fonctions normales : assurer l'ordre, la justice, l'obéissance aux lois et la défense du pays.

2 — Imposer à tous le respect de la loi : l'autorité de l'Etat ne cesse de se dégrader face à la puissance exorbitante des féodalités (grands intérêts capitalistes, syndicalisme marxiste, parti communiste, gangs politico-économiques) qui conduisent la France à l'anarchie, au désordre, à la guerre civile. Le rétablissement de l'égalité devant la loi est la condition première du Salut Public.

3. — Rétablir l'ordre, la sécurité publique et les valeurs morales : notre Société est mortellement menacée par la subversion des mouvements révolutionnaires, par le développement de la criminalité, par la mise en cause des hiérarchies naturelles, par le déferlement de la pornographie et de l'immoralité. Nous exigeons, entre autres mesures, la suppression des permissions pour les délinquants graves et l'application de la peine de mort pour les preneurs d'otages et les auteurs de crimes de sang.

4. — Arrêter l'immigration : Danger grave en période de prospérité, l'immigration massive que connaît la France est un fardeau insupportable en période de crise et de chômage. Plus de cinq millions d'étrangers ! Un huitième des enfants nés en France sont des enfants immigrés automatiquement nationalisés français par la loi Pleven, loi antinationale.

Il faut arrêter totalement l'immigration illégale qui se poursuit ouvertement et organiser le rapatriement des immigrés. Ceci dégagera rapidement une masse d'emplois suffisante pour réduire de façon importante le nombre de chômeurs : la France et les Français d'abord. Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop !

5. — Dépolitiser l'enseignement : la réforme Edgar Faure, votée à l'unanimité par un Parlement sans courage, a anéanti les structures de l'enseignement public. La politique n'a sa place ni à l'école, ni au lycée. Le corps enseignant a le devoir de respecter la neutralité philosophique et politique, fondement de la laïcité. La loi Haby, d'origine marxiste, doit être abrogée.

6. — Défendre la cellule familiale : il n'est pas de société libre si la famille n'en assure la continuité. L'Etat a le devoir d'aider matériellement et moralement ceux et celles qui ont accepté les lourdes charges familiales (augmentation des allocations — salaire de la mère au foyer). Aujourd'hui on fabrique en France plus de cercueils que de berceaux. Dans l'immédiat, la criminelle loi en faveur de l'avortement doit être abrogée et ses initiateurs, les membres du gouvernement encore en fonction, dénoncés sans faiblesse.

7. — Garantir le droit à la vie des victimes de la crise économique : la hausse des prix et l'inflation frappent d'abord les familles modestes et les personnes âgées. L'indexation des ressources des catégories défavorisées est une mesure de justice sociale élémentaire et urgente.

Dans notre région sont particulièrement touchés :

Les viticulteurs : avec eux, nous réclamons la chaptalisation pour tous ou pour personne. Non à l'entrée de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans le Marché Commun !

Les rapatriés : avec eux, nous exigeons l'abrogation des accords d'Evian et une indemnisation totale, préalable à tout crédit d'aide à l'étranger.

Vu les Candidats



